

Date : 09/10/2014

«Hongkong est devenue le lieu où se pense l'avenir de la Chine»

Par : LT

Sinologue, professeur à l'Université baptiste de Hongkong, Jean-Pierre Cabestan juge «salutaire» le mouvement de protestation des étudiants dans l'île. Il en analyse les ressorts et les limites dans le contexte d'une Chine qu'il compare à un «Etat fasciste, orwellien»

Ces deux dernières semaines, Hongkong a connu ses plus grandes manifestations politiques depuis sa rétrocession à la Chine en 1997. Le mouvement conteste la démocratie limitée que Pékin veut imposer. Sinologue français, et Suisse par sa mère, Jean-Pierre Cabestan* en observe les ressorts et les limites depuis son poste de professeur à l'Université baptiste de Hongkong. Son dernier ouvrage, *Le Système politique chinois. Un nouvel équilibre autoritaire* (**Presses de Sciences Po**, mars 2014), analyse le déficit de culture démocratique qui continue de dominer la Chine, dont les habitants sont devenus consommateurs avant de devenir citoyens. Entretien.

Le Temps: Dans votre dernier livre, vous écrivez que Hongkong «ne va sans doute pas démocratiser la Chine, mais ce port ouvert et cosmopolite sert [à] de soupape de sécurité d'où s'échappent nombre de récriminations contre le pouvoir». L'intransigeance face aux manifestations pro-démocratie montre-t-elle que Pékin ne veut plus que Hongkong joue ce rôle de soupape?

Jean-Pierre Cabestan: Dans l'esprit des dirigeants chinois, Hongkong fait partie de la Chine. S'y applique le fameux principe «un pays, deux systèmes», qui préserve ses libertés, son système juridique et politique, à condition que ces derniers ne portent pas atteinte à la sécurité de l'ensemble de la Chine. Hongkong ne peut pas être une base de subversion. Cette limite est délicate à trouver parce que Hongkong est utile pour quantité de raisons, économiques et financières, bien sûr. Sa devise est convertible, son port est ouvert sur le monde entier, et beaucoup de choses peuvent s'y dire et s'y éditer. Cette soupape de sécurité conforte en réalité la Chine dans son système autoritaire et de parti unique. Jusqu'où cette soupape peut-elle fonctionner? Cette question divise probablement les dirigeants chinois, certains étant plus attachés à la sécurité intérieure que d'autres, peut-être intéressés par la voie que Hongkong pourrait tracer pour l'avenir du pays.

Évaluation du site

Site du quotidien suisse Le Temps. Il met en ligne l'intégralité de son édition papier. Il passe au crible l'actualité internationale et nationale sous forme de brèves et de dossiers de fond.

Cible
Grand Public

Dynamisme* : 298

* pages nouvelles en moyenne sur une semaine

Dans ce contexte, les manifestations de ces dernières semaines ont envoyé à Pékin un signal très fort. Elles ont remis la balle au centre et les Chinois en tireront les leçons. Ils savent que s'ils poussent trop loin leur contrôle, les Hongkongais réagissent. Ces derniers ont réussi à créer un rapport de force, même s'ils disposent de peu de moyens face à l'Assemblée populaire, cet organe suprême du pouvoir d'Etat qui a décidé des limites de la démocratie pour élire le futur chef de l'exécutif de Hongkong.

â€“ Quelle lecture faites-vous justement du cadre fixé le 31 août par l'Assemblée populaire de Chine pour cette élection?

â€“ C'est très simple. A mon sens, depuis la rétrocession, Pékin veut que Hongkong lui reste soumise et se satisfasse d'un système semi-démocratique. Je n'ai jamais pensé que le chef de l'exécutif pourrait être élu au suffrage universel direct, de manière ouverte et libre. Tant que le régime chinois sera dirigé par un parti unique, il souhaitera contrôler le choix du dirigeant de Hongkong. Si la réforme actuelle est acceptée par le parlement (le Legco), les électeurs pourront choisir entre deux ou trois candidats présélectionnés, tous acquis à la Chine continentale. Autrement dit, ce sera «blanc bonnet et bonnet blanc», dirait-on en France, puisque le comité de nomination est dominé par les pro-Pékin. Contrairement au système actuel, la réforme empêche tout candidat démocrate de passer le cap de ce comité.

â€“ Quelle issue voyez-vous au mouvement pro-démocratique?

â€“ Il est impossible de changer la décision du 31 août. C'était sans doute juste de l'avoir affichée dans les objectifs du mouvement, plus que la démission de C. Y. Leung. L'actuel chef de l'exécutif n'est qu'un satrape sans pouvoir. Il représente plus Pékin que les Hongkongais et ne dispose pas d'une grande marge de manœuvre pour régler cette crise. Par ailleurs, il y a de fortes chances que cette réforme soit adoptée par le Legco. Les démocrates y disposent bien d'une minorité de blocage, mais elle tient à quelques sièges. Or Pékin a des moyens de pression, y compris financiers, pour obtenir les voix qui lui manquent.

Le mouvement montre que Hongkong, imprégnée de culture libérale, se trouve sur la ligne de front entre la démocratie et l'autoritarisme. Cette ligne de front va tenir parce que la société hongkongaise réagit à chaque fois que les pressions de Pékin deviennent trop fortes. Ce fut le cas en 2003, lorsque le chef de l'exécutif d'alors a essayé d'imposer une loi de sécurité nationale qui restreignait les libertés; elle a été refusée par la société. En 2012 encore, le projet d'éducation patriotique a lui aussi dû être abandonné sous la pression de la rue.

La réaction de Hongkong est donc salutaire. Car à Macao, Pékin règne en maître. Plusieurs universitaires ont par exemple été démis de leurs fonctions en raison de leurs activités politiques.

â€“ Quel impact ces manifestations auront-elles en Chine?

â€“ Un impact se produira, mais pas tout de suite. Malgré la censure, la frontière est poreuse. Beaucoup d'étudiants chinois ici rentreront chez eux et en parleront. Ils ne se lanceront pas dans des opérations de désobéissance civile, parce qu'elles y seraient beaucoup plus périlleuses, mais ce mouvement leur donnera tout de même des idées.

« Pourquoi Xi Jinping, le président chinois, donne-t-il l'impression de vouloir déjà contrôler Hongkong, 17 ans après la rétrocession et alors que l'accord sino-britannique prévoit encore 33 ans d'autonomie? »

« L'objectif de Pékin reste une prise de contrôle progressive, insidieuse et souterraine de Hongkong. De ce point de vue, Macao montre la voie, mais ce sera plus difficile car ici la société civile, et religieuse, est beaucoup plus forte. A Taïwan, le mouvement de contestation dit des tournesols a inspiré celui des parapluies ici, mais la problématique y est plus taïwanaise que chinoise. »

Depuis 1997, on sent grandir l'emprise chinoise, dans plusieurs champs. Economique tout d'abord, avec en premier lieu l'allégeance des milieux d'affaires de Hongkong à Pékin, et qui ont pu obtenir quantité de marchés sur le continent. Dans l'immobilier et l'hôtellerie en particulier. Dans un deuxième temps, le contrôle s'est opéré par des prises de participation dans les sociétés hongkongaises cotées en bourse. Et enfin, bien sûr, par le transfert de la fortune personnelle des dirigeants communistes et de leurs familles.

« Citant de nombreux exemples, vous écrivez d'ailleurs que «l'aristocratie rouge a parfaitement su tirer profit de la place financière de Hongkong». Est-ce toujours le cas avec les proches de Xi Jinping? »

« Oui. Il est difficile de faire une liste complète, car tout cela est très secret. Sa sœur Xi Qiaoqiao a de l'argent ici, ce qui n'est pas illégal. Cette aristocratie investit donc beaucoup ici, notamment dans les logements. Elle a d'ailleurs contribué à faire grimper les prix de l'immobilier. N'oubliez pas non plus que Hongkong est étroitement liée aux paradis fiscaux des Caraïbes. »

« Quelles autres formes prend cette prise de contrôle de Hongkong par Pékin? »

« On peut en citer trois autres. Sur le plan politique, elle se manifeste par la création du parti DAB (Alliance démocratique pour l'amélioration et le progrès de Hongkong), devenu la première force au Legco. L'objectif est clairement d'en faire un parti dominant et de marginaliser les démocrates. Le DAB reçoit beaucoup d'argent, pas directement de Pékin, mais de ceux qui veulent bien se faire voir par le pouvoir central. Politiquement, il constitue une sorte d'alliance entre le pouvoir rouge et le monde des affaires le plus conservateur qui soit. »

Le contrôle passe aussi par le rôle joué par le Bureau de liaison. Cet organe du gouvernement central forme une sorte de gouvernement de l'ombre, plus puissant que C. Y. Leung et très actif dans les réformes politiques actuelles. Le bureau dispose de beaucoup d'agents de renseignement, qui surveillent tout le monde pour la sécurité d'Etat. Par exemple, les parents d'une étudiante de notre université, qui habitent à Shanghai, ont reçu la visite d'agents leur demandant de conseiller à leur fille de ne pas participer aux manifestations. On n'imagine pas le niveau de microgestion de la surveillance. La Chine est devenue un Etat fasciste, orwellien. Combien de temps Pékin pourra-t-il financer ce système? Je crois qu'à terme le coût va devenir prohibitif.

« Et la dernière forme de ce contrôle? »

â€“ Elle tient dans l'utilisation de la démographie. Dans les accords de rétrocession, il est prévu que 150 Chinois peuvent s'installer chaque jour à Hongkong. Cela fait tout de même quelque 50 000 par an. Ceux qui viennent ici sont souvent bien formés, et ils concurrencent vite les Hongkongais sur le marché de l'emploi. Cette tension explique aussi en partie le mouvement de protestation actuel. Ce facteur démographique est tout de même à mettre en perspective. Les Chinois du continent arrivés récemment ne représentent que 10% de 7 millions d'habitants. Mais il faut y ajouter la marée touristique de quelque 40 millions de Chinois par année sur 1000 km² !

En réaction à cette emprise politique et cette pression démographique s'est produite une affirmation de l'identité locale. D'abord très anticommuniste. Largement chrétienne aussi, chez les élites; les Eglises contrôlent d'ailleurs la moitié du système éducatif, dont les bonnes écoles. Et enfin une culture démocratique et juridique très forte. On oublie d'ailleurs souvent que le mouvement actuel est l'expression de la classe moyenne inférieure. Les étudiants dans la rue ne sont pas issus de l'élite, qui envoie ses enfants étudier à l'étranger. Or ils constatent que leur avenir économique est difficile, particulièrement pour se loger car les loyers sont devenus exorbitants.

â€“ La situation actuelle n'illustre-t-elle pas aussi l'échec politique de Hongkong? Vous écrivez que «l'ancienne colonie britannique n'est jamais parvenue à redevenir la base arrière politique qu'elle constituait à l'époque mandchoue» de la fin du XIXe-début du XXe siècle.

â€“ C'est vrai, mais pour des raisons essentiellement chinoises, car la République populaire dispose des moyens de contrôler la région. L'empire mandchou était décadent et décentralisé, ce qui permettait à Hongkong d'être un havre. Cela dit, beaucoup de Chinois profitent des contradictions de la situation actuelle, Pékin voulant à la fois exercer son influence et honorer son engagement international lors de la rétrocession. Hongkong ne verra jamais naître un parti politique dont l'objectif est de remplacer le Parti communiste; en revanche, elle est devenue un véritable lieu de réflexion sur l'avenir de la Chine.

â€“ Comment le Royaume-Uni, légitime à s'ingérer puisque signataire de l'accord de 1984, et les Etats-Unis, qui cherchent à préserver leur influence sur la région, peuvent-ils peser sur le cours des événements?

â€“ Je note la démission affligeante du Royaume-Uni, qui ne dit rien. Très proche de la City, David Cameron ménage Pékin, parce qu'il espère notamment que Londres jouera un rôle central dans l'internationalisation du yuan.

De leur côté, les Etats-Unis disposent d'une base légale pour intervenir, le Hongkong Policy Act [ndlr: passé au Congrès en 1992, et par lequel Washington s'engage à promouvoir la prospérité et l'autonomie de la région]. John Kerry a fait quelques déclarations de soutien, mais rien de plus. L'administration Obama a aussi besoin de la Chine, pour lutter contre le terrorisme, le réchauffement climatique ou encore la stabilité du système économique mondial.